De Calais à Stalingrad, de Beaumont-sur-Oise en Paca : le tour de France du racisme et de l'impunité

Indignation, dégoût et mépris. Voilà ce que l'on peut retenir de cette semaine pendant laquelle le gouvernement de « monsieur 4% » continue sa sale besogne. Face a la surenchère sécuritaire étalée lors des primaires de la droite, les copinages FN-LR anti-migrants[1] ou encore la continuation des manifs de flics réclamant toujours un permis de tuer (malgré un nouvel assassinat[2]), l'État s'est inscrit dans la continuité de sa politique sécuritaire, évacuant le campement de Stalingrad après avoir détruit la « jungle » de Calais.

Destruction de Calais et après ?

Le 31 octobre, Hollande annonçait en parlant de la jungle de Calais : *« Elle est évacuée. Elle sera sécurisée. Plus personne ne pourra la rejoindre »*, saluant « une opération qui a été conduite de manière humaine et digne, mais aussi efficace et ferme. »[3]. Ainsi, dans la lignée de Sarkozy qui avait fait évacué en 2002 le camp de Sangate, le gouvernement a jeté dans la nature 7 000 personnes (et non pas pris en charge comme le titre 20 Minutes[4]).

Tandis que certains mineurs isolés ont été emmenés en Angleterre, d'autres, jugés majeurs par les flics, n'ont pu être pris en charge par aucune structure. De même, la majorité des ancien.ne.s occupant.e.s de la jungle se sont retrouvés éparpillé.e.s un peu partout, principalement à Paris où plus de 2 500 personnes se sont entassé.e.s dans un campement provisoire sous le métro Stalingrad. Car derrière les beaux discours de Cosse ou de Hollande, parlant de « mises a l'abri », les réfugié.e.s vivent actuellement pour la plupart dans la rue, sous des tentes. Si certain.es d'entre elleux (principalement des familles) ont effectivement eu accès a des chambres d'hôtel ou des centres d'hébergements insalubres, leur quotidien s'avère ultra précaire. Sans nourriture, sans produit d'hygiène, sans titres de transports pour pouvoir se déplacer, contraint.e.s de régulièrement « déménager », ces gens retournent souvent malgré elleux dans la rue, et les associations tentent autant que possible de leur venir en aide[5].

Ici apparaît le mensonge d'État, qui consiste à faire croire que des solutions pérennes sont proposées aux réfugié.e.s qui fuient les bombes et la misère. Les centres d'accueil sont trop peu nombreux, quand ces installations ne font pas face aux refus des

politiques locaux[6]. Ce sont donc des associations, des bénévoles, qui prennent en charge ce travail causé par l'État bourgeois qui, noyé dans ses propres contradictions, n'en finit plus de recourir a son armée.

Évacuation de Stalingrad : Pas de trêve hivernale pour les réfugié.e.s

Période de répit pour les plus démuni.e.s, la trêve hivernale à été appliquée mardi 1er novembre. La vieille a pourtant eu lieu une première rafle au campement de Stalingrad où plus de 2 500 personnes tentaient de survivre dans des conditions inhumaines. Comme à son habitude, la police, lourdement équipée, déclare être intervenue pour un simple « contrôle de situation administrative ». Progressivement cependant, celle-ci a méthodiquement confisqué le peu d'affaires personnelles que possédaient certain.e.s résident.e.s du campement. S'en sont suivies des altercations qui ont conduit à un usage massif de gaz lacrymogène face à des gens réclamant simplement de récupérer leur biens, qui se limitent souvent à quelques vêtements, un téléphone portable, et très peu d'argent[7].

Jeudi 3 novembre eut lieu une manifestation de migrant.e.s et de soutiens[8] avant l'évacuation du campement, la 30ème depuis juin 2015[9]. S'il n'y eut pas de confrontation avec les flics, il faut souligner que l'évacuation a eu lieu dans des conditions inacceptables. Les réfugié.e.S ont été traité.e.s pire que du bétail, méprisé.e.s, insulté.e.s. Près de 100 bus furent apprêtés pour les envoyer dans des endroits inconnus, dont de nombreux hostiles à les accueillir[10].

Face au gouvernement, aux flics et aux fachos : RÉSISTANCE !

L'offensive gouvernementale révèle, s'il le fallait encore, sa nature profondément répressive et réactionnaire. Comme le rapportent les journalistes Davet et Lhomme[11], Hollande a reconnu avoir utilisé de façon cynique les attaques terroristes pour imposer un agenda autoritaire face au mouvement social. Le capitalisme pourrissant produit aujourd'hui des États qui s'attaquent aux libertés fondamentales. Dans les années 1970, Poulantzas analysait les prémisses de cet « étatisme autoritaire »[12], produit de la mondialisation du capital, des défaites du mouvement ouvrier, et des difficultés de la bourgeoisie à obtenir le consentement actif des populations.

En parallèle, la droite, se clashant en direct a la télé, réaffirme son programme ultra-libéral et conservateur. Juppé apparaît comme un « modéré » alors qu'il se dit prêt à modifier, si nécessaire, la convention européenne des droits de l'homme pour permettre aux flics de « se défendre »[13]. Sur le plan économique, il veut baisser l'impôt payé par les entreprises, réduire les cotisations patronales de 10 milliards supplémentaires, réduire de 100 milliards la dépense publique sur 5 ans, repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans, et revenir aux 39 heures !

Pourtant, dans ce climat réactionnaire, des poches de résistance se forment. Partout,

des noyaux d'auto organisation se mettent en place, pour tenter de faire face. Qu'il s'agisse de manifs spontanées face à des rassemblements anti-migrants[14], de la détermination des bénévoles des associations d'aide aux réfugié.e.s ou encore des militant.e.s anti raciste, la résistance est là. Cela fut d'ailleurs un marqueur de cette fin de semaine, lors de la manifestation en hommage a Adama Traoré et à toutes les victimes de violences policières. Près de 2 000 personnes se sont rassemblées à Paris ce samedi, lors d'une manifestation pleine d'émotion et de détermination. A l'appel du collectif @justicepouradama, de nombreuses organisations, tant contre les violences policières (@collectifurgencenotrepoliceassassine), anti racistes (@brigadeantinegrophobie), ou feministes (@feministesrevolutionnaires), se sont regroupées pour dénoncer l'impunité policière.

Par cette multitude d'organisations qui d'ordinaire ne militent que rarement ensemble, nous ne pouvons que nous réjouir de ce que cela peut annoncer pour la suite.

Comme l'a dit Assa Traoré : le révolution, c'est tou.te.s ensemble qu'on la fera !

Vérité et justice pour Adama et toutes les victimes de violences policières !

Dissolution de la BAC, interdiction du flashball et des clés d'étranglement !

Liberté de circulation et d'installation pour tou.te.s !

1http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21298

2http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21251

3 *http://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2016/10/31/derniere-journee-de-destruction-de-la-jungle-de-calais_5023106_1654200.html*

4 *http://www.20minutes.fr/lille/1955115-20161104-demantelement-jungle-calais-7000-migrants-pris-charge*

5*http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21294*

6*http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21298*

7 *http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/10/31/migrants-operation-de-dissuasion-a-paris-avant-l-ouverture-du-centre-porte-de-la-chapelle_5023447_3224.html*

8*http://taranis.news/2016/11/paris-%e2%80%a2-les-refugies-manifestent-a-la-ve-*

lle-de-levacuation/

9 *http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/migrants/20161104.OBS0740/paris-migrants-la-30e-evacuation-du-quartier-de-stalingrad-sera-t-elle-la-derniere.html*

10*http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21310*

11*https://blogs.mediapart.fr/edition/la-securite-par-la-democratie/article/271016/q-and-hollande-confirme-linstrumentalisation-de-letat-durgence*

12*https://www.contretemps.eu/bonnes-feuilles-letat-pouvoir-socialisme--icos-poulantzas/*

13 *http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161104.OBS0741/legitime-defense-alain-juppe-veut-il-s-asseoir-sur-la-cedh.html*

14*http://tendanceclaire.org/breve.php?id=21311*

Lakhdar Bouazizi;Gaston Lefranc;Tristan Daul, le 7 novembre 2016